

Un président unique pour le Medef-NC

SOCIAL. Ce midi, l'organisation patronale doit se choisir un nouveau chef. Et un seul : le Medef a mis fin à la présidence collégiale pour gagner en lisibilité et en efficacité dans une « période cruciale », marquée par « l'absence de cap » politique et social.

Jour d'élection au Medef. Hier soir au Méridien, près de 400 chefs d'entreprise* étaient attendus pour choisir leurs représentants au comité exécutif. 48 sièges, répartis par secteurs, dont une douzaine accordés d'office aux entreprises de plus de 200 salariés. Cette instance, dont la composition définitive était attendue dans la soirée, se réunira ce matin au siège de l'organisation patronale pour elle-même choisir un président. « Et son équipe ! » précise d'emblée Daniel Ochida, un des quatre coprésidents actuels. Car en 2009, l'organisation s'était dotée d'une présidence collégiale, une manière de « répartir la charge de travail, les responsabilités », mais aussi la pression syndicale. En octobre dernier, l'assemblée générale vote une nouvelle réforme des statuts : retour au président unique, qui proposera lui-même l'équipe qui l'accompagnera pendant tout son mandat au travers d'un comité directeur aux pouvoirs renforcés. « Les gens aiment avoir

une tête, reprend le patron d'OCR. Notre principal objectif, c'est de gagner en lisibilité dans une période cruciale pour le pays ».

LEROUX PAS CANDIDAT, OCHIDA « PEUT-ÊTRE »

Hier soir, en assemblée générale, c'est d'abord le rapport moral de la plus ancienne des trois organisations patronales du pays, créée dès 1936, qui a été présenté. Le Medef y constate que « les signaux d'alarme persistent, tant sur la situation économique que sur la situation sociale », insistant sur les comptes publics dans le rouge. Dans tous les secteurs, « les entreprises sont obligées de réduire la voilure, face à l'incertitude sur l'avenir institutionnel et au ralentissement de l'activité », poursuit l'organisation. « Il nous semble qu'un certain nombre de problèmes ne sont pas traités par nos élus, qui sont accaparés par la question du référendum, appuie Daniel Ochida. Ils en oublient de fixer un cap économique et social au pays. Sans visibilité, pas d'in-



PHOTO CHARLIE RÉNÉ

Après le vote des adhérents hier, les élus du comité exécutif éliront un président qui pourra choisir une équipe de neuf patrons qui siégeront au comité directeur.

vestisseurs, pas de relance de l'activité... C'est toujours la même logique, et on lâ pour la rappeler ».

Dans le rapport moral, ou à la tribune, même discours : « Il faut que la Calédonie vive avec ses moyens », notamment en

termes de santé. Le Medef appelle une nouvelle fois les élus à « maîtriser les dépenses », donc, mais tout en « maintenant les investissements publics » synonymes de marchés pour les entreprises. Au nouveau président, dont le nom doit

être connu ce midi, de porter ce message. Les candidatures, au sein du comité exécutif, ne seront déposées qu'aujourd'hui. « Ça ne se bouscule pas au portillon, vu la charge de travail », note Daniel Ochida, qui reste sibyllin sur son in-

tention de se présenter, que beaucoup lui prêtent. D'autres avaient ces derniers mois, cité le nom de Didier Leroux, déjà président de 1978 à 1993, et qui avait demandé que l'âge maximal de la présidence soit relevé à 75 ans, peut-être pour pouvoir y prétendre. L'homme d'affaires, actif depuis plus de trente dans divers partis loyalistes, ne devrait en fait pas être candidat, mais la rumeur a laissé entrevoir en quoi cette élection peut avoir une polarité politique. « On n'a pas travaillé pendant toutes ces années à l'indépendance de notre organisation pour remettre le Medef dans le giron d'un parti ou d'un autre, répond Daniel Ochida. Je veux être clair : le Medef ne fait pas de politique, mais on interviendra à chaque fois qu'une décision politique a une incidence sur les entreprises ».

Charlie René
charlie.rene@inc.nc

*Le Medef-NC compte 429 adhérents directs, dont des hodings, et d'importants syndicats professionnels, comme le FCBTP.